

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Comment garder « vivante » notre mémoire collective ?

Loute, Alain

Published in:
L'Esperluette

Publication date:
2014

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Loute, A 2014, 'Comment garder « vivante » notre mémoire collective ?' L'Esperluette, numéro 79, pp. 8 p.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



Dans certains contextes, la coexistence, dans une même organisation, de militants appartenant à des générations différentes peut être problématique. Il peut arriver que l'on ne se comprenne tout simplement pas! Chaque génération défendant sa manière de voir les choses, ses méthodes d'action, ses sensibilités et ses rêves. Mais maintenir un lien fort entre générations peut également être un des moyens de garder «vivante» la mémoire collective d'une organisation. Accorder une place aux aînés peut nous permettre de garder trace des expériences passées. De même, rendre possibles un débat et une mise en question de ces expériences par les jeunes générations permet de questionner l'histoire «officielle» de l'organisation. C'est peut-être à travers un lien intergénérationnel fort que l'on pourra également renouer avec les «possibilités enfouies» du passé et retrouver un élan utopique de transformation sociale. Est-ce que la réanimation de certaines utopies politiques des années 60 et 70 ne peut pas nous amener à voir, aujourd'hui, les choses autrement et à nous opposer, avec force, au fatalisme ambiant?

POUR ALLER PLUS LOIN...

- CARHOP (Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire, Bruxelles-Braine-le Comte) www.carhop.be
- IHOES (Institut d'Histoire ouvrière, économique et sociale, Seraing) www.ihoes.be
- HUART F., «Collecter des «vies de femmes» pour nourrir l'histoire des femmes», analyse de l'Université des femmes, n°11, 2013, document disponible sur http://www.universitedesfemmes.be/admin/upload/1391176978_HuartAn11-2013-TemoignagesViesCORR14.pdf
- LOUTE A., *La créativité sociale, De la socio-économie des conventions à la philosophie de l'action de Paul Ricoeur*, Hildesheim/Zurich/New York, Olms, 2008.
- LOUTE A., «Identité narrative collective et critique sociale», in *Etudes Ricoeuriennes*, Vol.3, N°1 (2012), pp. 53-66. L'article est téléchargeable gratuitement sur ce site: <http://ricoeur.pitt.edu/ojs/index.php/ricoeur/article/view/119>.
- RICOEUR P., «Mémoire, Histoire, Oubli», in *Esprit*, mars-avril 2006, pp. 20-29.

1. MARCUSE H., *Eros et Civilisation, Contribution à Freud*, trad. de l'anglais par J.-G. Nény et B. Fraenkel, revue par l'auteur, Paris, Editions de Minuit, 1963, p. 212. Cf. au sujet de Marcuse, un article de DEROITTE E., «Quelle critique de l'histoire pour sortir de la répétition? Une lecture des thèses Sur le concept d'histoire de Walter Benjamin», in MAESSCHALCK M. et LOUTE A. (éds), *Nouvelle critique sociale. Europe - Amérique Latine. Aller - Retour*, Polimetria Publisher, Italy, pp. 331-352. Ce livre est téléchargeable gratuitement sur le site de l'éditeur: www.polimetria.com.
2. RICOEUR P., «Phénoménologie et herméneutique: en venant de Husserl», in *Du texte à l'action, Essais d'herméneutique II*, Paris, Seuil, 1986, pp. 39-73, p. 49.
3. RICOEUR P., «Le modèle du texte: l'action sensée considérée comme un texte», in *Du texte à l'action, Essais d'herméneutique II*, Paris, Seuil, 1986, pp. 183-211, p. 205.
4. C'est en ce sens qu'il faut comprendre que, pour Ricoeur, le juge est «porteur non seulement de la balance, mais du glaive» (RICOEUR P., *Parcours de la reconnaissance, Trois études*, Paris, Stock, 2004, p. 325).
5. Sur ce point, les travaux des historiens sont essentiels pour Ricoeur. En confrontant l'histoire officielle avec des histoires alternatives, ils luttent contre la clôture du récit qu'institue l'identité narrative collective officielle. Dans *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Ricoeur va jusqu'à dire que la querelle entre historiens, portée sur la place publique, constitue une forme de «dissensus générateur de démocratie» (Ricoeur, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 436).



Comment garder «vivante» notre mémoire collective?

PAR ALAIN LOUTE, PERMANENT AU CIEP COMMUNAUTAIRE

Le titre de cette fiche pédagogique pourrait laisser perplexe le lecteur. Quel est l'intérêt de se pencher sur le thème de la mémoire? En tant que travailleur, militant ou bénévole d'une organisation, est-ce que mon attention n'est pas, avant tout, dirigée vers les urgences du présent et les projets futurs à mener? Tout au plus, cette fiche ne devrait intéresser que les «professionnels» de l'Histoire, archivistes et historien(ne)s. Plus surprenant encore, quel sens y a-t-il à parler de mémoire «vivante» d'un collectif? Ce qui est passé est passé! Les hommes et femmes du passé sont morts et le présent a laissé place à d'autres acteurs.

Dans cette fiche, nous allons tenter de montrer que la question de la mémoire d'un collectif n'a rien d'une question technique qui ne concernerait que les historien(ne)s. Bien au contraire, *le rapport d'une organisation à son passé est constitutif de son identité*. Pour expliquer ce point, prenons l'exemple d'un travailleur qui vient de se faire engager dans une grande organisation sociale. Pour celui-ci, il y a plusieurs manières de découvrir cette organisation, de connaître son identité. Il peut, tout d'abord, lire les statuts et règlements internes. Il apprendra également beaucoup de choses sur l'organisation à travers la lecture des programmes-cadres et autres projets déposés auprès des bailleurs de fonds. Autre possibilité: passer en revue les études et analyses produites par des acteurs du mouvement. Mais il existe un échange où il apprendra peut-être davantage encore sur l'organisation: il peut écouter parler des anciens, les laisser raconter l'histoire passée de l'organisation.



Découvrir une organisation, c'est rentrer dans son histoire. Il suffit pour s'en convaincre de réfléchir à la manière dont nous parlons d'une organisation à quelqu'un qui n'en a jamais entendu parler. Difficile de l'amener à saisir l'identité d'une organisation sans faire référence à son histoire! Pensons également au fait que, lorsqu'un mouvement définit ses options fondamentales, bien souvent, il fait référence, en guise de préambule, à son histoire, revendiquant l'héritage de telles luttes ou tels combats sociaux.

Dans cette fiche, nous ne nous limiterons pas à défendre l'idée que la mémoire d'une organisation est importante pour la constitution de son identité. Nous tenterons de démontrer qu'il y a un enjeu à garder cette mémoire *vivante*. Pour comprendre l'importance de cet enjeu, nous montrerons, dans un premier point, que cette mémoire peut constituer une richesse pour une organisation, de la même manière qu'elle peut représenter un poids écrasant qui empêche toute créativité et toute autocritique. Dans la suite de la fiche, nous dégagerons des pistes d'action qui permettent de garantir que la mémoire d'un mouvement reste vivante et ne se transforme pas en une mémoire morte qui s'impose aux acteurs.

LA MÉMOIRE COLLECTIVE D'UNE ORGANISATION: RICHESSE OU POIDS?

Tout d'abord, il est utile d'insister sur la richesse que peut constituer la mémoire d'une organisation. Si elle constitue une richesse, c'est parce qu'elle garde la trace d'une multitude d'expériences qui peuvent encore nous enseigner des choses. Cette mémoire permet de transmettre des expériences de lutte, un savoir-faire, une culture d'action collective qui nous sont toujours utiles aujourd'hui. Le philosophe Paul Ricoeur utilise, à ce sujet, une image intéressante. Il parle de **sédimentation**: les expériences passées sont comme des couches géologiques qui se sont «sédimentées», accumulées au fil du temps et qui constituent notre terrain commun. Ces expériences sédimentées constituent des modèles qui nous guident dans l'action. Enfin, dernière richesse, et non des moindres, la mémoire collective d'une organisation permet de renforcer le sentiment d'appartenance à un «nous». Elle nous lie les uns aux autres.

2 Pour autant, cette mémoire n'est pas sans danger. Elle ne représente pas qu'une richesse ou une force. Elle peut également constituer un poids qui empêche toute **innovation**. La mémoire d'une organisation peut faire l'objet d'un contrôle strict par les autorités du mouvement. Elle peut se faire propagande, histoire officielle. Face à une telle histoire autorisée, la créativité n'est plus possible. On est obligé de suivre à la lettre les modèles du passé. De plus, cette histoire peut devenir excluante. En se figeant sur des modèles passés, elle ne permet pas la remise en question, l'ouverture à d'autres acteurs et d'autres problématiques.

De ce constat, un défi se dégage: comment profiter de la richesse de la mémoire collective d'une organisation sans en subir le poids?

UN DÉFI: COMMENT GARDER VIVANTE CETTE MÉMOIRE COLLECTIVE?

Mais peut-on véritablement parler de défi? Est-ce qu'on a une véritable marge de manœuvre par rapport à l'histoire de notre organisation? Ne faut-il pas reconnaître que l'histoire de notre mouvement est passée et que, en tant qu'acteur du présent, nous ne pouvons plus rien y faire? Nous ne pourrions que subir cet héritage. L'hypothèse soutenue ici est qu'une marge de manœuvre reste possible. Même si on n'est pas tou-



tous les rêves, les utopies, les projets - même ceux qui n'ont pas abouti - des acteurs passés. Pour cela, garder trace des chansons, des récits de fiction, des productions culturelles du passé est essentiel. Ceux-ci ne constituent pas simplement des sources que l'historien doit traiter. Ils sont également porteurs d'une charge utopique, d'une visée prospective.

Précisons qu'il s'agit bien de *compléter* et non remplacer les discussions politiques et scientifiques du passé par ce troisième mode de discussion. Pris à lui seul, ce dernier mode de traitement du passé peut être problématique. Si on se limitait à imaginer le présent vivant des acteurs passés, le risque est qu'on justifie toutes les expériences passées et qu'on ne se permette plus de prendre position.

LE LIEN ENTRE LES GÉNÉRATIONS: UNE RICHESSE DE NOS ORGANISATIONS!

Pour résumer, on peut rassembler les différentes manières de discuter du passé d'une organisation à travers le tableau ci-dessous.

	Politique	Scientifique	Acteur
Posture	Mandataire	Historien	Engagé
L'objet	Assumer une position politique	Poser un jugement scientifique	Imaginer le présent vivant des acteurs du passé
+	Montrer les faits marquants du mouvement, ses erreurs, ses responsabilités	Argumentation, démarche critique basée sur des sources (archives, statistiques, etc.)	Renouer avec l'expérience vécue, avec le «pari» de l'action
-	Usage stratégique, récit sélectif, trahison	Processus infini	Tout est justifiable
L'enjeu	Trancher le conflit des interprétations	Sortir de l'idéologie	Retrouver la dimension «utopique» du passé
Type de discours	Négocier	Argumenter	Partager

La thèse défendue dans cette fiche pédagogique est que pour garder «vivante» une mémoire collective, il faut s'assurer qu'il y ait une place pour ces trois types de discussions à l'intérieur d'une organisation. En guise de conclusion, **une dernière piste de réflexion** apparaît importante à évoquer. Elle touche à la **dimension intergénérationnelle de nos organisations**, qui en constitue très certainement une richesse et que nous ne valorisons, peut-être, pas suffisamment.



idéaux communautaires aient manqué de réalisme; que leurs conspirations insurrectionnelles aient été téméraires... Mais ce sont eux qui ont vécu cette période de bouleversement intense; ce n'est pas nous. Leurs aspirations étaient justifiées par leur expérience propre. Et si l'histoire a fait d'eux des victimes, leur propre époque les ayant condamnés, victimes ils sont restés jusqu'à nos jours. Nous ne devons pas juger de la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure» (E. P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Points, 2012).

Le contexte: la révolte des luddites. Thompson évoque des révoltes face à la mécanisation des ateliers textiles au Royaume-Uni. Entre 1811 et 1816, des travailleurs ont détruit des milliers de machines textiles. La légende dit qu'ils étaient conduits par un mystérieux roi Ludd.

«**Je cherche à sauver**». C'est comme si, pour Thompson, ces acteurs devaient être sauvés. Comme si ces militants risquaient d'être condamnés par le jugement historique.

«**Il est possible...**»: Thompson ne remet pas en question le jugement de l'historien. Effectivement, l'histoire peut nous amener à considérer ces mouvements comme «**passéiste**» et comme «**manquant de réalisme**»: ils ne se rendaient pas compte que le processus d'industrialisation était irréversible.

«**Mais ce sont eux qui ont vécu cette période de bouleversement intense**». Ce sont eux qui ont du prendre le risque d'agir face à la mécanisation des ateliers textiles.

«**Nous ne devons pas juger de la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure**». D'où l'importance quand on juge les erreurs du passé, de rejoindre, par l'imagination, leur «présent vivant». Ce qui est un passé, pour nous, a été un présent vivant pour des militants. Si on peut juger le passé, il faut toujours se rappeler que ces décisions passées, ont été des paris d'acteurs dans un présent vivant.

Le risque de fatalisme

Les jugements de l'historien et du représentant politique comportent un second risque, toujours lié au fait de juger le passé depuis le présent. Ils risquent d'induire un sentiment de fatalisme généralisé. A force de lire le passé depuis le présent, de considérer les actions passées depuis le point de vue d'une histoire déroulée, achevée, on peut avoir l'impression que l'histoire était déjà écrite à l'avance, que les dés étaient jetés. Ce fatalisme peut aller jusqu'à nous donner l'impression que notre pouvoir d'agir n'est qu'une illusion et que ce qui explique nos actions, ce n'est pas notre liberté mais les tendances historiques, les lois.

A ce sujet, le philosophe Raymond Aron nous met en garde contre ce qu'il appelle «l'illusion rétrospective de fatalité». Ce sentiment de fatalité est lié au fait qu'on exerce un regard rétrospectif - à rebours - sur la réalité. Il faut, pour lutter contre ce sentiment de fatalité, **retrouver la dimension «prospective» des expériences passées**. Qu'est-ce que cela signifie? Il s'agit de renouer avec les projets, les rêves et les utopies portés par les acteurs du passé. Pour reprendre une belle expression de Paul Ricoeur, il faut comprendre le passé comme rempli de «possibilités enfouies». Tel programme de réforme n'a pas abouti ou tel élan révolutionnaire a été réprimé, mais est-ce qu'ils ne constituent pas des rêves et des projets qu'on peut toujours tenter de faire aboutir aujourd'hui?

Pour conjurer ces risques, il me semble essentiel de rendre possible un troisième type de discussion sur le passé d'une organisation. A côté des discussions politiques et scientifiques, il faut veiller à transmettre

jours responsable de l'histoire passée de son organisation, est-ce qu'il n'y a pas plusieurs manières d'*assumer cet héritage*? Je peux poser cette histoire comme un idéal qui me guide et face auquel je ne me permets pas de transiger. Au contraire, je peux rejeter en bloc cette histoire, la considérant comme quelque chose de dépassé. Mais une dernière possibilité s'offre à moi: je peux la considérer comme un héritage qui a façonné notre organisation, mais par rapport à laquelle nous nous positionnons.

La thèse à défendre ici est que, pour garder cet héritage vivant, c'est-à-dire pour ne pas se couper de ce terrain d'expériences, tout en étant ouvert à la nouveauté, il faut mettre en œuvre *différentes formes de discussions du passé et les garder en tension*. Il faut:

- discuter politiquement du passé, pour prendre position par rapport au passé.
- discuter scientifiquement du passé, pour lutter contre l'idéologisation du passé.
- discuter du passé en tant qu'acteur, pour retrouver la dimension «utopique» du passé.

Avec comme hypothèse qu'il faut toujours veiller à garder un équilibre en tension entre ces modes de discussions. Ils se corrigent et se complètent mutuellement.

1) Assumer une discussion politique du passé

Par discussion «politique», j'entends une discussion menée par les délégués et représentants d'un mouvement, que cela soit à l'occasion d'un congrès, d'une commission ou d'un groupe de travail. L'objectif de la discussion est de déterminer la position du mouvement. Ils ne parlent pas en leur nom propre, «personnellement, je pense que l'histoire...», mais au nom du mouvement, «Le mouvement s'inscrit dans la tradition des luttes...».

Cette première forme de discussion est importante parce qu'à travers cette discussion, le mouvement prend position par rapport à son passé. Cette discussion permet de rappeler les faits marquants du mouvement: luttes sociales, etc. Elle permet aussi de garder en tête les injustices passées que le Pouvoir tend à occulter (cfr encadré). Enfin, une telle discussion doit aussi être menée sur les erreurs du mouvement: les injustices que nous n'avons pas prises en compte, les erreurs de jugement, les responsabilités des uns et des autres, etc.

Pour aller plus loin: la mise en garde de Herbert Marcuse.

Comme nous le rappelle Herbert Marcuse, la mémoire des injustices passées nous permet de lutter contre l'oubli qu'exerce l'Histoire écrite par les vainqueurs et les puissants:

«Cette capacité à oublier, qui est, elle-même, le résultat d'une longue et terrible éducation par l'expérience, est une nécessité inévitable de l'hygiène mentale et physique sans laquelle la vie civilisée serait insupportable; mais c'est aussi la faculté mentale qui aide à la soumission et à la renonciation. Oublier, c'est aussi oublier ce qu'il ne faudrait pas oublier pour que la justice et la liberté triomphent. Une telle faculté d'oubli reproduit les conditions qui reproduisent l'injustice et l'esclavage: **oublier les souffrances passées, c'est oublier les forces qui les causèrent et les oublier sans les vaincre**. (...) Contre cette reddition du temps, la restauration de la mémoire dans ses droits, en tant que véhicule de la libération, est une des tâches les plus nobles de la pensée.»¹



Si ce mode de discours est indispensable, il comporte plusieurs risques:

- **Risque d'un usage stratégique du passé.** Les autorités d'un mouvement peuvent être tentées de produire une histoire qui glorifie certains acteurs et qui fait disparaître les victimes dont il n'a pas su s'occuper. Cette histoire officielle autoglorifiante peut avoir pour effet d'exercer une forme d'amnésie collective sur les zones d'ombre du mouvement.
- Paul Ricoeur met en avant le fait que **tout récit est «sélectif»**. Cela renvoie au fait qu'il est matériellement impossible de raconter l'histoire d'un mouvement de manière *exhaustive*. Il y a une infinité de facteurs à prendre en compte, une infinité d'acteurs et d'événements concernés par l'histoire d'un mouvement. Il faut donc faire le deuil de pouvoir «tout raconter» et accepter, comme Ricoeur l'écrit, que «raconter un drame, c'est en oublier un autre». Un risque majeur est, dès lors, de croire qu'on puisse produire une histoire «totale» du mouvement.
- En parlant du passé, les participants à cette discussion se posent comme des porte-parole d'acteurs qui ne sont plus là. Ils risquent donc toujours de **trahir la voix de ceux dont ils parlent**.

Pour se prémunir de ces risques, il semble nécessaire que la discussion politique soit mise en tension avec un autre mode de discussion du passé, à savoir une discussion scientifique du passé.

2) Garantir l'autonomie d'une discussion scientifique du passé

De prime abord, on pourrait penser que le jugement de l'homme politique et le jugement de l'historien ne rentrent pas en opposition. Si l'homme politique est animé par de bonnes intentions et qu'il est honnête, est-ce qu'il n'est pas guidé par le même objectif que le scientifique: rétablir la vérité historique du passé et rendre justice aux victimes oubliées? Il y a, pourtant, une différence fondamentale entre ces deux types de jugement.

Le jugement de l'historien: un procès ouvert et infini

Le jugement de l'historien est une interprétation *scientifique* du passé. L'historien parle du passé tel qu'il s'est déroulé. A la différence du romancier, il s'engage à parler de la réalité passée et non d'une réalité fictive. Il s'engage également à *argumenter* ce qu'il affirme: il prend appui sur des sources, des statistiques, etc. Un pacte de lecture lie le lecteur et l'historien.

Mais, pour autant, les faits ne se cueillent pas «tout faits». Il faut les *interpréter*. Dans la démarche scientifique, comme l'écrit Ricoeur, «l'interprétation est un procès ouvert qu'aucune vision ne conclut»². Qu'est-ce que cela signifie? Que l'interprétation est un processus infini, une tâche continuellement à reprendre. En effet, les recherches scientifiques peuvent mettre à jour de nouveaux faits, de nouvelles sources qui conduisent à regarder le passé sous un autre jour. Pour Ricoeur, le débat scientifique prend la forme d'un «conflit des interprétations» qu'on ne peut jamais clôturer définitivement. C'est ce qui fait dire à Ricoeur que, dans le travail d'interprétation, il n'y a pas de place pour un dernier mot. «Ou, s'il en est un, nous lui donnons le nom de violence»³.

Le jugement politique tranche le conflit des interprétations

Pour comprendre la spécificité du jugement de l'historien, il est possible de l'opposer à celui du juge. Au tribunal, un conflit des interprétations est également mis en scène. Le débat voit s'opposer différentes in-



terprétations du passé. Mais, au contraire du débat des historiens, le débat ne peut être infini ou continuellement ouvert. Il faut, à un moment donné, trancher, déterminer les responsabilités des uns et des autres. Si ce n'était pas le cas, la Justice ne serait jamais atteinte. Les victimes ne seraient jamais reconnues et les coupables condamnés. Il faut que le juge mette fin au conflit des interprétations⁴. Il y a bien une différence entre le juge et le politique. Mais comme dans le cas du jugement judiciaire, dans la discussion politique, l'interprétation doit, à un moment donné, être clôturée pour déterminer les responsabilités des uns et des autres.

L'équilibre en tension du jugement politique et du jugement des historiens

Ces deux jugements ne vont pas l'un sans l'autre. Il faut pouvoir les garder en tension. D'une part, la discussion des historiens permet de s'assurer que le politique ne fait pas un usage idéologique du passé et que l'histoire ne se transforme pas en une histoire officielle et auto-glorifiante⁵. D'autre part, il n'y aurait pas de justice, si le politique ne prenait pas position par rapport au passé.

3) Retrouver la dimension utopique du passé

Il me semble qu'il faut faire un pas supplémentaire et mettre ces modes de discussions du passé en lien avec un troisième. La raison en est que tant le jugement de l'historien que celui du représentant politique comportent un double risque:

- oublier que le passé a été un présent vivant pour des acteurs.
- induire un sentiment de fatalisme.

Oublier que le passé a été un présent vivant pour des acteurs

Tant le représentant politique que l'historien jugent le passé depuis leur position dans le présent. Autrement dit, ils prennent position face à une histoire qui est **achevée, déjà déroulée**. Autrement dit, ils jugent des actions passées en connaissant les résultats, les effets positifs et négatifs qu'ont eus ces actions.

Par contre, quand l'acteur du passé a posé son action, il ne connaissait pas à l'avance toutes les conséquences de son action. Celle-ci restait un **pari**. Son avenir était encore ouvert, non écrit. Agir, c'est donc prendre un risque. Si l'acteur n'accepte pas ce pari, cette prise de risque, il n'y aurait tout simplement pas d'action possible. S'il fallait attendre d'avoir une certitude absolue sur toutes les conséquences de nos actions, l'action serait impossible.

Le danger est que l'historien ou l'homme politique, connaissant les conséquences des actions des hommes et femmes du passé, condamnent trop vite les erreurs du passé. La prise de position politique est indispensable, avons-nous dit. Rajoutons cependant qu'il ne faut jamais oublier que le passé a été un **présent vivant** pour des acteurs et que leurs actions ont été un pari, une prise de risque.

Pour aller plus loin: la mise en garde de E. P. Thompson:

«Je cherche à sauver de l'immense condescendance de la postérité le pauvre tricoteur sur métier, le tondeur de drap luddite, le tisserand qui travaille encore sur un métier à main (...). Il est possible (...) que leur hostilité à l'industrialisation naissante ait été alimentée par un point de vue passéiste; que leurs